

Art. 3. L'article 4bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 25 novembre 2004, est complété par l'alinéa suivant :

Art. 4. A l'annexe du même arrêté, chapitre VI, première partie, modifiée par les arrêtés royaux des 16 octobre 1998, 14 janvier 2000, 8 juin 2000, 25 novembre 2004 et 22 décembre 2005, dans la version en langue néerlandaise, l'entrée suivante est ajoutée sous le numéro d'ordre 27 : « Les dispositions du présent article sont d'application au plus tard jusqu'au 11 mars 2009, date à laquelle les expérimentations animales seront interdites. Toutefois, pour les expérimentations concernant la toxicité des doses répétées, la toxicité pour la reproduction et la toxicocinétique, cette date est reportée au 11 mars 2013. »

Rangnummer	Stoffen	Maximaal toelaatbare concentratie	Beperkingen en eisen	Gebruiksvoorwaarden en waarschuwingen die op het etiket dienen te worden vermeld
a	b	c	d	e
"27	Imidazolidinylureum (+)	0,6 %"		

Art. 5. A l'article 8 de l'arrêté royal du 25 novembre 2004 modifiant l'arrêté royal du 15 octobre 1997 relatif aux produits cosmétiques, les dispositions sous le point 1° sont abrogées.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Notre Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 février 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
R. DEMOTTE

Art. 3. Artikel 4bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 november 2004, wordt aangevuld met het volgende lid :

Art. 4. In de bijlage van hetzelfde besluit, hoofdstuk VI, eerste deel, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 16 oktober 1998, 14 januari 2000, 8 juni 2000, 25 november 2004 en 22 december 2005, wordt in de Nederlandse tekst de volgende vermelding toegevoegd met als rangnummer 27 : « De bepalingen van dit artikel zijn van toepassing tot uiterlijk 11 maart 2009, datum waarop de dierproeven zullen verboden zijn. Evenwel voor proeven in verband met toxiciteit met betrekking tot de voortplanting en toxicocinetiek, wordt deze datum uitgesteld tot 11 maart 2013. »

Art. 5. In artikel 8 van het koninklijk besluit van 25 november 2004 tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 oktober 1997 betreffende cosmetica, worden de bepalingen onder punt 1° opgeheven.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. Onze Minister bevoegd voor Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 februari 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
R. DEMOTTE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2007 — 1110

[C — 2006/11551]

2 MARS 2007. — Arrêté royal fixant les règles particulières concernant l'indication de la quantité lors de la mise sur le marché de certains carburants et de combustibles liquides en vrac

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution;

Vu la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, notamment les articles 8, § 2 et 3, 12,1. et 14, § 1^{er}, b) et d);

Vu l'arrêté royal du 21 novembre 2001 fixant les règles particulières concernant l'indication de la quantité lors de la mise sur le marché de certains carburants et de combustibles en vrac, modifié par l'arrêté royal du 4 février 2004;

Vu la notification à la Commission européenne du 19 janvier 2006;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Indépendants et des Petites et Moyennes Entreprises, donné le 1^{er} juin 2006;

Vu l'avis du Conseil de la Consommation, donné le 17 juillet 2006;

Vu l'avis 41.374/1 du Conseil d'Etat, donné le 19 octobre 2006, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie et de l'Energie, de Notre Ministre de la protection de la Consommation et de Notre Ministre des Classes moyennes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, les carburants et combustibles liquides visés ci-dessous sont répartis en fonction de leur masse volumique, dans les groupes de produits pétroliers ci-après,

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2007 — 1110

[C — 2006/11551]

2 MAART 2007. — Koninklijk besluit tot vaststelling van bijzondere regels inzake de aanduiding van de hoeveelheid bij het op de markt brengen van sommige motorbrandstoffen en vloeibare brandstoffen in bulk

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 108 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, inzonderheid op de artikelen 8, § 2 en 3, 12,1. en 14, § 1, b) en d);

Gelet op het koninklijk besluit van 21 november 2001 tot vaststelling van bijzondere regels inzake de aanduiding van de hoeveelheid bij het op de markt brengen van sommige motorbrandstoffen en vloeibare brandstoffen in bulk, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 februari 2004;

Gelet op de notificatie bij de Europese Commissie van 19 januari 2006;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen, gegeven op 1 juni 2006;

Gelet op het advies van de Raad voor het Verbruik, gegeven op 17 juli 2006;

Gelet op het advies 41.374/1 van de Raad van State, gegeven op 19 oktober 2006, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Economie en Energie, van Onze Minister van Consumentenzaken en van Onze Minister van Middenstand,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit worden de hierna bedoelde motorbrandstoffen en vloeibare brandstoffen in functie van de massadichtheid gegroepeerd in de hierna vermelde groepen van

dont les dénominations légales, les abréviations ou sigles minimaux suivants ainsi que les masses volumiques fixes à mettre en place sont utilisées :

1° les essences :

- l'essence sans plomb 95 RON – masse volumique 745 kg/m³ à 15 °C
- l'essence sans plomb 98 RON – masse volumique 745 kg/m³ à 15 °C

2° les gasoils et le pétrole lampant :

- le gasoil-diesel pour véhicules routiers – masse volumique 833 kg/m³ à 15 °C
- le gasoil de chauffage – masse volumique 850 kg/m³ à 15 °C
- le gasoil extra – masse volumique 833 kg/m³ à 15 °C
- le pétrole lampant – masse volumique 800 kg/m³ à 15 °C

3° les gaz liquéfiés :

- le butane commercial – masse volumique 577 kg/m³ à 15 °C
- le propane commercial – masse volumique 510 kg/m³ à 15 °C
- GPL – masse volumique 537 kg/m³ à 15 °C

Si cela s'avère réalisable sur le plan technique, des abréviations ou des sigles plus longs peuvent être utilisés, à condition que toute confusion soit évitée et que ces abréviations ou ces sigles soient le plus proche possible de la dénomination légale.

§ 2. Au lieu d'utiliser les masses volumiques fixes à mettre en place visées au § 1^{er}, la densité peut être mesurée à 15 °C, par un densimètre approuvé de façon métrologique faisant partie de l'ensemble de mesure de liquide.

§ 3. N'entrent pas dans le champ d'application du présent arrêté :

1° les livraisons par bateau-citerne à un dépôt fixe et vice-versa;

2° les livraisons au poids.

Art. 2. § 1^{er}. Les quantités des produits visés à l'article 1^{er}, mises sur le marché par volume (unités de mesure : litre ou mètre cube) et vendues en vrac (sans emballage), sont mesurées par un ensemble de mesure de liquide équipé d'un compensateur de température pour convertir le volume vers 15 °C et d'un totalisateur à 15 °C.

Il est permis de livrer plusieurs groupes de produits pétroliers par un seul ensemble de mesure de liquide à condition qu'à la fin de la livraison, l'ensemble de mesure de liquide soit entièrement vidé de sorte que les caractéristiques du produit déchargé ne soient pas influencées par contamination.

§ 2. L'ensemble de mesure de liquide qui est placé sur un camion-citerne, est, dans le cas de plusieurs sorties en aval du compteur, équipé en outre d'un dispositif de verrouillage de remise à zéro, de sorte qu'il ne puisse être procédé à la livraison que par une sortie en même temps. Pendant une opération de mesure, le changement de voies de livraison est impossible.

Art. 3. § 1^{er}. Lors du chargement dans un dépôt fixe, un bon de chargement est fourni sur place à l'acheteur ou son représentant. Ce bon est imprimé sur une imprimante liée à l'ensemble de mesure de liquide et comporte au moins les informations suivantes :

1° l'identité du dépôt (éventuellement pré-imprimé);

2° le numéro de l'ensemble de mesure de liquide;

3° la date et l'heure du chargement;

4° la dénomination légale, l'abréviation ou le sigle minimal du produit visé à l'article 1^{er}, § 1^{er};

5° la quantité du produit chargé en litres à 15 °C;

6° le numéro d'ordre, soit le numéro unique qui est attribué à chaque transaction enregistrée par le compteur et qui, en combinaison avec la date imprimée, ne peut être utilisé pour aucune autre transaction de sorte que l'identification ultérieure du chargement soit toujours possible;

7° la masse volumique à 15 °C, s'il est fait usage d'un densimètre visé à l'article 1^{er}, § 2.

S'il est impossible du point de vue technique d'imprimer le numéro de l'ensemble de mesure de liquide sur le bon de chargement, les éléments énumérés à l'alinéa 1^{er}, 3° à 6°, devront permettre l'identification ultérieure du chargement.

Il est interdit d'imprimer sur le bon de chargement, le volume non converti.

Seule l'identité du dépôt peut figurer sous forme pré-imprimée sur le bon de chargement.

§ 2. Un journal de bord est établi à l'aide d'un appareil faisant partie de l'ensemble de mesure de liquide et est conservé pendant au moins un an. Il mentionne au moins les informations du bon de chargement visées au § 1^{er}.

petroleumproducten, waarvan de volgende wettelijke benamingen, minimale afkortingen of letterwoorden en vast in te stellen massadichtheden worden gebruikt :

1° de benzines :

- UL 95 - ongelode benzine 95 RON – massadichtheid 745 kg/m³ bij 15 °C
- UL 98 - ongelode benzine 98 RON – massadichtheid 745 kg/m³ bij 15 °C

2° de gasolies en de lampolie :

- Diesel - gasolie-diesel voor wegvoertuigen – massadichtheid 833 kg/m³ bij 15 °C
- Gasoil - gasolie voor verwarming – massadichtheid 850 kg/m³ bij 15 °C
- Gasoil extra - gasolie extra – massadichtheid 833 kg/m³ bij 15 °C
- Lamp - lampolie – massadichtheid 800 kg/m³ bij 15 °C

3° de vloeibare petroleumgassen :

- Buta - commercieel butaan – massadichtheid 577 kg/m³ bij 15 °C
- Propa - commercieel propaan – massadichtheid 510 kg/m³ bij 15 °C
- LPG GPL - LPG – massadichtheid 537 kg/m³ bij 15 °C

Indien het technisch mogelijk is, mogen langere afkortingen of letterwoorden gebruikt worden op voorwaarde dat er geen verwarring mogelijk is en deze afkortingen of deze letterwoorden zo dicht mogelijk aanleunen bij de wettelijke benaming.

§ 2. In plaats van het gebruik van de in § 1 bedoelde vast in te stellen massadichtheden, mag de massadichtheid bij 15 °C gemeten worden door een metrologisch goedgekeurde dichtheidsmeter die deel uitmaakt van de vloeistofmeetinstallatie.

§ 3. Vallen niet onder de toepassing van dit besluit :

1° leveringen via tankschepen aan een vaste opslagplaats en omgekeerd;

2° leveringen per gewicht.

Art. 2. § 1. De hoeveelheden van de in artikel 1 bedoelde producten, per volume (meetenheden : liter of kubieke meter) op de markt gebracht en verkocht in bulk (los), worden gemeten door een vloeistofmeetinstallatie, uitgerust met een herleidingsinrichting voor temperatuur om het volume naar 15 °C om te zetten en met een totalisator aan 15 °C.

Het is toegelaten de verschillende groepen van petroleumproducten door 1 vloeistofmeetinstallatie af te leveren op voorwaarde dat de meetinstallatie op het einde van de levering volledig ledig wordt gemaakt zodoende dat de karakteristieken van het geloste product niet door contaminatie worden beïnvloed.

§ 2. De vloeistofmeetinstallatie die op een tankwagen is geplaatst, wordt in geval van meerdere uitgangen na de vloeistofmeter, bovendien uitgerust met een nulstelvergrendeling, waardoor slechts via één uitgang tegelijk kan worden geleverd. Tijdens een meting wordt de omschakeling tussen die uitgangen onmogelijk.

Art. 3. § 1. Bij het laden in een vaste opslagplaats wordt aan de koper of zijn vertegenwoordiger ter plaatse een laadbon verstrekt. Deze laadbon wordt afgedrukt op een afdrukinrichting die is aangesloten op de vloeistofmeetinstallatie en bevat minimaal de volgende gegevens :

1° de identiteit van de opslagplaats (eventueel voorgedrukt);

2° het nummer van de vloeistofmeetinstallatie;

3° de datum en het uur van het laden;

4° de wettelijke benaming, de minimale afkorting of het letterwoord van het product, bedoeld in artikel 1, § 1;

5° de hoeveelheid geladen product in liter bij 15 °C;

6° het volgnummer, namelijk een uniek nummer dat aan elke transactie die over het telwerk loopt, wordt toegekend en dat in combinatie met de afgedrukte datum voor geen enkele andere transactie kan worden gebruikt, zodat de latere identificatie van de lading steeds mogelijk is;

7° de gemeten massadichtheid bij 15 °C indien gebruik wordt gemaakt van een dichtheidsmeter, bedoeld in artikel 1, § 2.

Indien het technisch onmogelijk is om het nummer van de vloeistofmeetinstallatie op de laadbon af te drukken, moeten de elementen opgesomd in het eerste lid, 3° tot 6°, de latere identificatie van de lading mogelijk maken.

Het is verboden het niet-omgezette volume op de laadbon af te drukken.

Alleen de identiteit van de opslagplaats mag op de laadbon voorkomen onder voorgedrukte vorm.

§ 2. Een logboek wordt opgesteld aan de hand van een toestel dat deel uitmaakt van de vloeistofmeetinstallatie en wordt gedurende minstens één jaar bewaard. Daarin komen minimaal de in § 1 bedoelde gegevens van de laadbon voor.

En ce qui concerne les ensembles de mesurage de liquide existants, il est permis de ne pas imprimer la dénomination du produit visé au § 1^{er} sur le journal de bord, mais d'utiliser un code de produit de sorte que l'identification ultérieure du chargement soit toujours possible.

Art. 4. § 1^{er}. Lors du déchargement du camion-citerne, un bon de déchargement est fourni sur place à l'acheteur ou son représentant. Ce bon est imprimé sur une imprimante faisant partie de l'ensemble de mesurage de liquide et comporte au moins les informations suivantes :

- 1° le numéro de série de l'indicateur électronique;
- 2° la date et l'heure du déchargement;
- 3° la dénomination légale, l'abréviation ou le sigle minimal du produit visé à l'article 1^{er}, § 1^{er};
- 4° la quantité du produit déchargé en litres à 15 °C;
- 5° le numéro d'ordre, soit le numéro unique qui est attribué à chaque transaction enregistrée par le compteur et qui, en combinaison avec la date imprimée, ne peut être utilisé pour aucune autre transaction de sorte que l'identification ultérieure du déchargement soit toujours possible;
- 6° la masse volumique à 15 °C s'il est fait usage d'un densimètre visé à l'article 1^{er}, § 2.

Il est interdit d'imprimer sur le bon de déchargement, le volume non converti.

§ 2. Un journal de bord est établi à l'aide d'un appareil faisant partie de l'ensemble de mesurage de liquide et est conservé pendant au moins un an. Il mentionne au moins les informations du bon de chargement visées au § 1^{er}.

En ce qui concerne les ensembles de mesurage de liquide existants, il est permis de ne pas imprimer la dénomination du produit visée au § 1^{er} sur le journal de bord, mais d'utiliser un code de produit de sorte que l'identification ultérieure du chargement soit toujours possible.

Art. 5. Les agents de la Direction générale de Contrôle et Médiation, de la Direction de l'Energie et du Service métrologique de la Direction de la Qualité et de la Sécurité du Service public fédéral de l'Economie sont chargés, chacun pour leur domaine, du contrôle du respect du présent arrêté.

Le Ministre ayant l'Energie dans ses attributions et le Ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions sont chargés de l'élaboration des règles pratiques en vue d'un contrôle systématique et justifié sur le plan statistique portant sur la précision des ensembles de mesurage de liquide.

Les agents visés à l'alinéa 1^{er} sont chargés, chacun pour leur domaine, du contrôle systématique visé à l'alinéa 2.

Art. 6. L'arrêté royal du 21 novembre 2001 fixant les règles particulières concernant l'indication de la quantité lors de la mise sur le marché de certains carburants et de combustibles en vrac, modifié par l'arrêté royal du 4 février 2004, est abrogé.

Art. 7. Pour les retraits effectués à la pompe dans les points de vente de carburants et de combustibles liquides, les nouveaux ensembles de mesurage de liquide doivent être équipés conformément aux dispositions susvisées au plus tard pour le 1^{er} janvier 2008, les ensembles de mesurage de liquide existants au plus tard pour le 1^{er} janvier 2015.

Si l'ensemble de mesurage de liquide pour les retraits à la pompe dans un point de vente de carburants et de combustibles liquides est déjà équipé du compensateur de température visé à l'article 2, celui-ci est utilisé dès l'entrée en vigueur du présent arrêté et ne sera plus débranché ultérieurement.

Art. 8. Notre Ministre de l'Economie et de l'Energie, Notre Ministre de la Protection de la Consommation et Notre Ministre des Classes moyennes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 mars 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie et de l'Energie,
M. VERWILGHEN

La Ministre de la Protection de la Consommation,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

La Ministre des Classes moyennes,
Mme S. LARUELLE

Voor bestaande vloeistofmeetinstallaties is het toegelaten de in § 1 bedoelde productnaam niet af te drukken op het logboek, maar gebruik te maken van een productcode zodat latere identificatie van de lading mogelijk blijft.

Art. 4. § 1. Bij het lossen van de tankwagen wordt aan de koper of zijn vertegenwoordiger ter plaatse een losbon verstrekt. Deze losbon wordt afgedrukt op een afdrukinrichting die deel uitmaakt van de vloeistofmeetinstallatie en bevat minimaal de volgende gegevens :

- 1° het serienummer van het elektronisch telwerk;
- 2° de datum en het uur van het lossen;
- 3° de wettelijke benaming, de minimale afkorting of het letterwoord van het product, bedoeld in artikel 1, § 1;
- 4° de hoeveelheid gelost product in liter bij 15 °C;
- 5° het volgnummer, namelijk een uniek nummer dat aan elke transactie die over het telwerk loopt wordt toegekend en dat in combinatie met de afgedrukte datum voor geen enkele andere transactie kan worden gebruikt, zodat de latere identificatie van het lossen steeds mogelijk is;
- 6° de gemeten massadichtheid bij 15 °C indien gebruik wordt gemaakt van een dichtheidsmeter, bedoeld in artikel 1, § 2.

Het is verboden het niet-omgezette volume op de losbon af te drukken.

§ 2. Een logboek wordt opgesteld aan de hand van een toestel dat deel uitmaakt van de vloeistofmeetinstallatie en wordt gedurende minstens één jaar bewaard. Daarin komen minimaal de in § 1 bedoelde gegevens van de laadbon voor.

Voor bestaande vloeistofmeetinstallaties is het toegelaten de in § 1 bedoelde productnaam niet af te drukken op het logboek, maar gebruik te maken van een productcode zodat latere identificatie van de lading mogelijk blijft.

Art. 5. De ambtenaren van de Algemene Directie Controle en Bemiddeling, van de Algemene Directie Energie en van de Metrologische Dienst van de Algemene Directie Kwaliteit en Veiligheid van de Federale Overheidsdienst Economie, zijn elk binnen hun domein, belast met de controle op de naleving van dit besluit.

De Minister die de Energie onder zijn bevoegdheid heeft en de Minister die Economische Zaken onder zijn bevoegdheid heeft, zijn belast met het uitwerken van de praktische regelen voor een systematisch en statistisch verantwoorde controle op de juistheid van de vloeistofmeetinstallaties.

De onder het eerste lid bedoelde ambtenaren zijn elk binnen hun domein belast met de in het tweede lid bedoelde systematische controle.

Art. 6. Het koninklijk besluit van 21 november 2001 tot vaststelling van bijzondere regels inzake de aanduiding van hoeveelheid bij het op de markt brengen van sommige motorbrandstoffen en vloeibare brandstoffen in bulk, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 februari 2004, wordt opgeheven.

Art. 7. Voor afnames van de pomp in de verkooppunten voor motorbrandstoffen en vloeibare brandstoffen moeten de nieuwe vloeistofmeetinstallaties overeenkomstig bovenvermelde bepalingen worden uitgerust ten laatste op 1 januari 2008, de bestaande vloeistofmeetinstallaties ten laatste op 1 januari 2015.

Indien de vloeistofmeetinstallatie voor afnames van de pomp in het verkooppunt van motorbrandstoffen en vloeibare brandstoffen reeds uitgerust is met een onder artikel 2 bedoelde herleidingsinrichting voor temperatuur, wordt deze vanaf de inwerkingtreding van dit besluit gebruikt en wordt daarna niet meer uitgeschakeld.

Art. 8. Onze Minister van Economie en Energie, Onze Minister van Consumentenzaken en Onze Minister van Middenstand, zijn ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 maart 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie en Energie,
M. VERWILGHEN

De Minister van Consumentenzaken,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Middenstand,
Mevr. S. LARUELLE